Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-245** **28/03/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 22

Objet : Appel à candidatures : 22 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

- 1 poste de référent scientifique dans le domaine de la toxicologie (CDI Cat 1 ou Tit A+) (H/F) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 11 avril 2019.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en virologie (H/F) (CDD de 36 mois Cat 2 ou Tit A) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 04 avril 2019.

- 1 poste de data analyst – Biostatisticien (CDI Cat 1 ou Tit A+) (H/F) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 09 avril 2019.

- 1 poste de directeur adjoint de la direction des autorisations de mise sur le marché (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 11 avril 2019.

- 1 poste de gestionnaire administratif déplacements (H/F) (CDD Cat 3 jusqu'au 30/06/2019) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 11 avril 2019.

- 2 poste de gestionnaire comptable de dépenses (H/F) (CDD Cat 3 jusqu'au 30/06/2019) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 11 avril 2019.

- 1 poste de chargé de communication édition scientifique (CDD Cat 2 de 24 mois ou Tit A) (H/F) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 11 avril 2019.

- 1 poste de coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés aux aliments (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 11 avril 2019.

- 1 poste de coordinateur d'études et d'appui scientifique - responsable de l'Oqali (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 11 avril 2019.

- 1 poste de référent scientifique écotoxicologie - biocides-REACH (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) (H/F) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 11 avril 2019.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste de chef d'antenne Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna (catégorie A/A+) (H/F) à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).
Date limite de candidature : 22 avril 2019.

- 1 poste de chef d'antenne Polynésie française (catégorie A/A+) (H/F) à Papeete (Polynésie Française).
Date limite de candidature : 22 avril 2019.

- 1 poste de gestionnaire marchés publics (catégorie B/B+) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 21 avril 2019.

- 1 poste d'assistant de direction (catégorie B) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 21 avril 2019.

- 1 poste de chef de la mission expertise juridique (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 20 avril 2019.

Centre National de la Propriété Forestière :

- 1 poste de directeur(trice) du Centre régional de la propriété forestière de Provence-Alpes-Côte d'Azur (H/F) à Marseille (13).
Date limite de candidature : 23 avril 2019.

- 1 poste de directeur(trice) des ressources humaines et de la communication (H/F) à Paris (75).
Date limite de candidature : 25 avril 2019.

FranceAgriMer:

- 1 poste de secrétaire général(e) (F/H) (catégorie A+) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 08 avril 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de délégué(e) interrégional(e) Hauts de France – Normandie (catégorie A) (H/F) à Seulline (14)
Date limite de candidature : 14 avril 2019.

- 1 poste de délégué(e) régional(e) Auvergne – Rhône Alpes (catégorie A) (H/F) à Clermont-Ferrand (63).
Date limite de candidature : 16 avril 2019.

- 1 poste de chef(fe) du département formation (catégorie A) (H/F) à Dry (45).
Date limite de candidature : 20 avril 2019.

Le Groupement d'Intérêt Public ECOFOR :

- 1 poste de directeur(trice) (H/F) à Paris (75).
Date limite de candidature : 30 avril 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

Date : 21/03/2019

Poste à pourvoir	**Référent scientifique dans le domaine de la toxicologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Evaluation des Produits Règlementés Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du Végétal (UETIV)
Missions / contexte	La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. L'Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives phytopharmaceutiques lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytosanitaires et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. L'équipe est composée de 19 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le référent scientifique est notamment en charge de :

- Participer à la formation et l'organisation fonctionnelle du travail des évaluateurs pour la section toxicologie en lien avec les autres référents.
- Réaliser et valider les produits d'expertise dans le domaine de l'évaluation des risques en toxicologie pour ce qui concerne les dossiers d'approbation des substances actives, les demandes d'AMM des produits, les saisines de l'Agence.
- Contribuer à l'évolution des méthodologies d'évaluation et de la réglementation en renforçant la position de l'Agence au niveau national et européen.

Activités

- Analyser et critiquer les données en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais.
- Respecter les délais d'instruction fixés.
- Contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation des dossiers de demande d'AMM.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, auprès des collectifs d'experts de l'Anses, ou dans le cadre des groupes d'experts européens.
- Valider certaines des évaluations conduites au sein de l'unité ETIV.
- Représenter l'unité ETIV dans des réunions internes ou externes.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et sollicitations adressées à la DEPR.
- Piloter ou participer à des travaux partenariaux nationaux ou européens dans son champ de compétence.
- Piloter ou participer aux travaux scientifiques visant à proposer et mettre en œuvre des évolutions scientifiques et réglementaires au niveau national et européen.
- Contribuer à l'animation scientifique (veille, transfert de connaissances, …) de l'équipe de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 - MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie.

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides

Compétences

- Maitrise du pack office (traitement de texte et de données, tableur)
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques souhaitées
- Qualités rédactionnelles
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 avril 2019

Renseignements sur le poste : Chaouki ZEROUALA (ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr + 01 49 77 21 23**)**

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-016 à :** recrutement@anses.fr

Date : 14/03/2019

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique en virologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (3 ans)**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Santé Animale, UMR1161 de Virologie, Equipe BioPic

Missions / contexte

L'Unité Mixte de Recherche (UMR) 1161 « Virologie » du Laboratoire de Santé Animale est une unité sous tutelles INRA, ANSES et ENVA située sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort à Maisons-Alfort. La personne recrutée travaillera dans l'équipe biologie des Picornavirus (BioPic) composée de 4 agents : un ingénieur de recherche responsable de l'équipe, une chargée de recherche, une assistante ingénieure et un technicien. L'équipe mène des activités de référence, d'expertise et de recherche dans le cadre de ses mandats de référence pour la fièvre aphteuse (FA), la maladie vésiculeuse du porc et la stomatite vésiculeuse. Pour la fièvre aphteuse, l'équipe est en charge des activités relatives aux mandats de Laboratoire National de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre de Référence FAO et Laboratoire de Référence de l'Union Européenne. Elle assure le diagnostic virologique (isolement viral, ELISA Ag), moléculaire (RT-PCR) et sérologique (séroneutralisation, ELISA). Elle caractérise les virus isolés par typage, séquençage et analyse phylogénique. L'équipe maintient une veille épidémiologique sur la circulation du virus dans le monde à travers sa participation à des réseaux de collaboration (OIE/FAO, REMESA, RESOLAB, …). En France, l'équipe assure le diagnostic d'urgence de la FA en cas de suspicion et cela 24h/24 et 7j/7. Elle conduit le diagnostic sous assurance qualité et est accréditée ISO17025 par le Cofrac pour ces analyses.
En parallèle, l'équipe mène une activité de recherche en lien direct avec ses missions de référence. Elle développe et valide des méthodes d'analyse et conduit des projets de caractérisation des virus circulants et d'épidémiologie moléculaire en collaboration avec les pays endémiques. Dans un domaine de recherche plus fondamentale, l'équipe s'intéresse aux interactions du virus de la FA et son hôte et en particulier aux mécanismes d'établissement et de maintien de la persistance virale.
Des sessions de formation au diagnostic de la FA sont dispensées en cas de besoin par l'équipe aux techniciens d'autres laboratoires au niveau international soit à l'Anses soit dans leur pays d'origine. L'équipe accueille et forme également des étudiants en BTS, master et thèse.
Les membres de l'équipe participent régulièrement, à la demande de l'OIE, FAO, UE ou DGAL, à des missions de formation et/ou d'expertise. Ils sont également amenés à participer en tant qu'experts à des ateliers et des réunions sur la fièvre aphteuse.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'équipe BioPic est en charge de mandats de référence pour la fièvre aphteuse, la maladie vésiculeuse du porc et la stomatite vésiculeuse. Dans le cadre de la fièvre aphteuse, l'équipe assure les mandats de Laboratoire national de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre collaborateur FAO et Laboratoire de référence de l'UE. Elle mène des activités de diagnostic, de recherche, d'expertise et de formation. Sous l'autorité du responsable d'équipe, et en collaboration avec les membres de l'équipe, la personne recrutée aura pour mission de participer aux activités d'appui scientifique et technique en lien avec les mandats de référence

Activités

- Réalisation des analyses pour le diagnostic sérologique et virologique (séroneutralisation, ELISA, isolement viral, titrage du virus, RT-PCR conventionnelle, RT-PCR en temps réel, séquençage) **dans le respect des procédures qualités**
- Entretien et infection de lignées cellulaires
- Rédaction un cahier de laboratoire et compte-rendu des résultats
- Mise en forme et analyse des résultats
- Réalisation et optimisation de protocoles dans le cadre de projets de recherche (immunochimie, biologie moléculaire, biologie cellulaire…),
- Gestion de la maintenance des appareils de laboratoire et de leur entretien
- Gestion des stocks de consommables et de leur suivi
- Participation aux activités relatives à l'organisation des EILA, à la production de matériaux de référence, à la validation de méthodes
- Participation à la mise sous assurance qualité et à l'obtention/maintien des accréditations : application stricte des procédures, révision des documents, élaboration de procédures et modes opératoire…
- Participation aux travaux de recherche
- Participation à la formation des stagiaires

Conditions particulières

- Travail en laboratoire confiné de niveau 3
- Mobilisation 24h/24 et 7j/7 en cas de suspicion de fièvre aphteuse pour la réalisation du diagnostic
- Astreinte pour le diagnostic d'urgence.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac 3 à bac+5 en biologie souhaitée (formation en virologie et/ou en biologie moléculaire et cellulaire appréciée).

Expériences similaires : Expérience en laboratoire d'au moins 3 ans
Expérience en diagnostic de laboratoire et en assurance qualité souhaitée

Compétences :

- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses
- Sens de l'organisation
- Compétences en virologie souhaitées
- Une bonne expérience en analyse sérologique
- Une bonne expérience en biologie moléculaire (RT-PCR, RT-qPCR,..)
- Capacité d'autonomie
- Rigueur
- Compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions
- Utilisation des logiciels bureautiques (traitement de texte, tableur, …)
- Une bonne connaissance en assurance qualité et sur les risques biologiques serait appréciée.
- Appliquer les bonnes pratiques de laboratoire.
- Capacité rédactionnelle et aptitude à la communication orale en anglais seraient appréciées.
- Bon niveau d'anglais parlé, lu et écrit sera apprécié

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 4 avril 2019

Renseignements sur le poste : : labib.bakkali-kassimi@anses.fr, sandra.blaise-boisseau@anses.fr, aurore.romey@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-030 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/03/2019

Poste à pourvoir	**Data analyst / Biostatisticien (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de neuf laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

1350 agents

800 experts extérieurs mobilisés

132 millions d'euros au budget annuel

13 800 avis émis depuis 1999

65 mandats de référence nationale

6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Lyon - Unité Epidémiologie et Appui à la Surveillance (EAS)

L'unité EAS est composée de 15 agents dont trois biostatisticiens. Elle contribue à améliorer les méthodes, la mise en oeuvre et l'évaluation des systèmes de surveillance en santé animale, santé végétale et sécurité sanitaire des aliments. Son programme de travail est consacré (i) à l'épidémiologie de l'antibiorésistance par un appui scientifique et technique au Résapath (réseau de surveillance de l'antibiorésistance des bactéries pathogènes isolées de l'animal) et à des activités de recherche dédiées, (ii) aux méthodes et à l'évaluation de la surveillance par des recherches sur l'efficience de la surveillance et l'amélioration des méthodes de surveillance (syndromique, surveillance basée sur le risque) et (iii) à l'appui scientifique et technique à la surveillance (qualité des données, veille sanitaire, plateformes d'épidémiosurveillance). A ce titre, elle mène des projets de recherche propres et apporte un appui scientifique et technique à plusieurs dispositifs de surveillance, en particulier dans le cadre des Plateformes nationales d'épidémiosurveillance (Plateforme ESA pour la santé animale, ESV pour la santé végétale et SCA pour la chaîne alimentaire). L'unité assure également des missions de transmission des données de zoonoses et d'antibiorésistance à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), et un appui à l'analyse des données de certains dispositifs de surveillance conduits par l'Anses.

Missions / contexte

L'unité EAS participe aux équipes opérationnelles de chacune des trois Plateformes d'épidémiosurveillance. Dans ce cadre, l'unité apporte un appui transversal qui comprend notamment l'analyse des données issues de la surveillance. Cette analyse nécessite dans un premier temps une évaluation de la qualité des données produites ainsi que leur nettoyage avant la production d'indicateurs sanitaires qui permettent de suivre l'évolution spatiotemporelle des dangers sanitaires. Pour un certain nombre de systèmes de surveillance, des interfaces interactives (application Shiny) de consultation des indicateurs sont produites à l'usage des acteurs de la surveillance et parfois du grand public. Les dangers sanitaires couverts sont très divers en raison du très large périmètre des trois Plateformes : par exemple tuberculose bovine, influenza aviaire, contamination des aliments par les Salmonelles, *Xylella fastidiosa*...

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et sous la responsabilité fonctionnelle des scientifiques de l'unité impliqués dans les équipes de coordination des Plateformes de surveillance, la personne aura pour mission d'apporter un appui ou prendre en charge l'analyse de données de surveillance, notamment le projet Qualiplan sur les plans de contrôle et plans de surveillance de la qualité des aliments. Il sera également impliqué dans le processus de transmission des données à l'EFSA, dans l'appui statistique à certains dispositifs de surveillance conduits par l'Anses, ainsi que dans l'analyse de données dans le cadre de travaux de recherche.

Activités

Les activités de la personne seront de :

- Apporter un appui statistique dans la mise en place de dispositifs de surveillance (échantillonnage, collecte des données)
- Analyser la qualité des données issues des dispositifs de surveillance ;
- Corriger et nettoyer les jeux de données en amont des analyses ;
- Analyser les données en lien avec des épidémiologistes et microbiologistes pour produire des indicateurs sanitaires et de fonctionnement pertinents ;
- Développer des interfaces interactives de consultation des résultats de la surveillance (application Shiny) ;
- Recoder les données pour leur transmission à l'EFSA ;
- Contribuer à l'analyse de données de projets de recherche y compris en intégrant des approches spatio-temporelles ;
- Réaliser des formations aux outils et interfaces développés ;
- Participer à la rédaction des rapports présentant les résultats des analyses.

Conditions particulières

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC +3, diplôme d'ingénieur et/ou Master 2 en biostatistiques

Expériences similaires

- Une expérience dans la réalisation d'études statistiques dans le domaine de la biologie et de l'épidémiologie ainsi qu'une expérience dans le domaine de la gestion de données seraient appréciées.

Compétences

- Compétences avérées en réalisation d'analyses statistiques univariées et multivariées, analyses spatiales et temporelles,
- Compétences avancées en langage de programmation avec le logiciel R,
- Bonne maîtrise des langages de requête des bases de données (notamment SQL),
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification,
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs,
- Fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires et au travail en équipe,
- Dynamisme, force de proposition, capacité d'adaptation.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 9 avril 2019

Renseignements sur le poste : Jean-Philippe AMAT chef d'unité adjoint EAS (jean-philippe.amat@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-031 à :** jean-philippe.amat@anses.fr et recrutement@anses.fr

Date : 21/03/2019

Poste à pourvoir	**Directeur adjoint de la direction des AMM (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

1350 agents

800 experts extérieurs mobilisés

132 millions d'euros au budget annuel

13 800 avis émis depuis 1999

65 mandats de référence nationale

6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

La direction des autorisations de mise sur le marché (DAMM) située à Maisons-Alfort et qui réunit près de 40 personnes.

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC) transférées à l'Anses depuis juillet 2015. L'Anses s'est vue confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides à compter du 1er juillet 2016.

Missions / contexte

La direction des AMM (DAMM) est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprend une unité d'instruction administrative qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers, la préparation des décisions d'ordre administratif, la déclaration des essais et la gestion des recours , et une unité des décisions qui assure l'instruction des dossiers issus de l'évaluation, ainsi que l'évaluation comparative des dossiers..

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur de la DAMM, en lien avec l'adjoint au directeur chargé des affaires réglementaires et internationales d'une part, et les deux chefs d'unité d'autre part, le directeur adjoint apporte un appui au pilotage de la structure et est en charge de la coordination et l'animation de plusieurs activités à caractère transversal dans le domaine des produits réglementés.

Il supplée le directeur de la DAMM sur l'ensemble de ses missions en cas d'absence et, sur délégation, pour la représentation de l'établissement ou dans les instances traitant de son champ d'action :

Activités

- Contextualiser les propositions de décisions complexes, intégrant les volets réglementaire, agronomique, scientifique, socio-économique, sociétal, ainsi que les stratégies et politiques publiques nationales et européennes, afin de proposer à la direction générale des décisions éclairées, intégrant le cas échéant plusieurs options d'accompagnement ou de gestion ;
- Assurer le suivi des activités relatives aux produits biocides ;
- Piloter les activités du comité de suivi des AMM ;
- Animer les travaux d'évaluation comparative des produits (article 50 du règlement 1107/2009) ;
- Assurer le suivi du processus qualité et des indicateurs associés pour les activités de la direction.

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Ingénieur agronome en environnement, Bac+ 5 scientifique, en santé végétale, en santé publique

Expériences

- Expérience minimale de 5 ans dans le secteur des politiques agro-environnementales (ecophyto, agro-écologie…),
- Expérience en management de projets complexes (dimensions organisationnelles, de process, juridiques),
- Expérience de la représentation et des échanges institutionnels dans un contexte d'enjeux politiques forts.

Compétences et savoir faire

- Connaissance des acteurs du secteur agricole, sanitaire et environnemental et des enjeux associés,
- Capacité à représenter l'agence à haut niveau, tant au niveau national, européen et international
- Autonomie et rigueur, esprit d'analyse et de synthèse, capacités à programmer et tenir des délais,
- Compétences en management avérées, leadership, capacité d'initiative,
- Bonne capacité d'écoute, sens aigu de la communication,
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 avril 2019

Renseignements sur le poste : Marie-Christine de Guenin (marie-christine.deguenin@anses.fr, tel. 0149771388)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-032 à :** recrutement@anses.fr, avec copie marie-christine.deguenin@anses.fr

Date : 21/03/2019

Poste à pourvoir	**Gestionnaire administratif déplacements (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 30 juin 2019**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**1er avril 2019**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Direction des achats

Missions / contexte

La Direction des achats a pour mission de déployer l'ensemble des procédures, des moyens et des outils pour moderniser et professionnaliser la fonction achat au sein de l'Agence. Elle assure les achats en fourniture, travaux, services.
Elle est composée de 3 services (24 agents) : service déplacements, service achat/marché et le service gestion de la commande.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous la responsabilité de la responsable de la cellule des déplacements, le gestionnaire administratif sera en appui sur le traitement des commandes et/ ou des déplacements dans le système d'informations Qualiac.

Activités

- Codification des propositions de commande
- Enregistrement des factures / états de frais
- Contrôle de la conformité des factures / états de frais
- Liquidation des factures / états de frais
- Classement des factures et pièces justificatives
- Archivage des dossiers

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC à Bac +2 en gestion et comptabilité souhaité

Expériences similaires :

- Une 1ère expérience dans des fonctions similaires dans un établissement public serait appréciée

Compétences

- Connaissance du logiciel comptable Qualiac serait un plus
- Maitrise des outils de bureautique (Word, Excel)
- Organisation et rigueur
- Autonomie et réactivité
- Goût du travail en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 avril 2019

Renseignements sur le poste : Joanne HASCOET, joanne.hascoet@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-033 à :** recrutement@anses.fr

Date : 21/03/2019

Poste à pourvoir	**Gestionnaire comptable de dépenses (H/F)** **2 postes à pourvoir**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 30 juin 2019**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**1er avril 2019**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des Finances, Agence comptable, service de la dépense
Missions / contexte	Le Service Facturier (SFACT) est mis en place à compter du 1er avril 2019. Il modifie l'organisation de la gestion des factures au sein de l'ANSES. La gestion des factures sera centralisée en un point unique pour gagner en efficacité, notamment en recourant à la dématérialisation, et en lisibilité en particulier pour les fournisseurs, mieux maitriser les délais de paiement et sécuriser la chaine aval de la dépense.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du responsable du service facturier vous serez chargé de procéder à différentes opérations de saisie et d'indexation de factures dans le système d'information afin de permettre leur analyse en vue de leur paiement.

Activités

A ce titre, vous serez amené à :

- Vérifier les factures
- Contrôler les pièces justificatives
- Valider dans le système d'information (Qualiac) pour mise en paiement
- Archiver
- Echanger avec les différents interlocuteurs internes et externes

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac à Bac+2 en comptabilité ou équivalent

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans un service fournisseurs
- Une expérience en agence comptable est un plus
- Expérience de logiciels comptables et outils informatiques

Compétences

- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 avril 2019

Renseignements sur le poste : Cyril POIGNARD, cyril.poignard@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-034 à :** recrutement@anses.fr

Date : 21/03/2019

Poste à pourvoir	**Chargé-e de communication édition scientifique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. L'Agence s'appuie sur un réseau de neuf laboratoires de référence et de recherche implantés sur dix-huit sites. Ils assurent un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues notamment des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 111 mandats de référence
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de la communication et des relations institutionnelles (Dicoris)

Missions / contexte

La direction de la communication et des relations institutionnelles est chargée de coordonner l'ensemble des actions de communication interne et externe de l'établissement, et de promouvoir et valoriser les relations avec les partenaires institutionnels de l'Agence. Elle est composée de deux unités ; la première est en charge de la réalisation et de la promotion des éditions en français et en anglais, de l'organisation et de la valorisation des événements ainsi que des prestations de traduction, de révision et d'interprétariat. La seconde coordonne et alimente la communication sur les supports dématérialisés (sites Internet, médias sociaux, presse) ainsi que les prises de parole médiatiques de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité Création, éditions, événements, le ou la « Chargé-e de communication édition scientifique » est en charge de réaliser ou de faire réaliser, dans le respect des délais et des budgets, les différents produits d'édition institutionnelles ou scientifiques de l'Anses, quels que soient leur support et leur mode de diffusion. Ce poste recouvre une mission éditoriale en lien avec les contributeurs scientifiques.

Activités

À ce titre, il ou elle devra :

Secrétariat de rédaction

- Recueillir, coordonner, voire impulser et traiter les demandes de rédaction, de conception, de mise à disposition de tous produits d'édition ;
- Intervenir sur le contenu (vérification et mise en forme de l'information)
- Organiser la circulation et la validation des contenus en vue de leur collecte

Conception

- Réaliser ou faire réaliser les produits d'édition (papier, numérique, vidéo, son…)
- Exécuter en PAO des maquettes simples à partir d'une charte graphique et d'un gabarit prédéfini
- Contrôler le produit finalisé et vérifier sa conformité (charte graphique, code typographique) pour présentation du bon à tirer.
- Planifier, organiser le suivi et valider les interventions des prestataires graphiques (brief, création, mise en page, impression)

Diffusion

- Organiser la diffusion électronique ou postale des produits réalisés
- Mettre en ligne un contenu sur Internet
- Constituer ou mettre à jour un fichier contact ou une base de données à des fins de diffusion électronique ou postale
- Gérer le stock des publications et des supports de communication

Planification - Suivi administratif et budgétaire

- Réaliser le report d'activité et le suivi budgétaire des produits d'édition
- Assurer le suivi des dossiers auprès des services financiers
- Participer à l'élaboration des cahiers des charges (marchés publics) des produits d'édition
- Apporter conseil et expertise dans son périmètre d'intervention

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC +3 - BAC+5 en communication ou sciences de l'information souhaité

Expériences similaires

- Expérience de 5 ans significative sur un poste similaire
- Une première expérience dans un domaine scientifique ou en santé publique serait un plus

Compétences

- Maîtrise de la chaîne graphique
- Maîtrise des technologies de l'information et de la communication
- Maîtrise des outils informatiques de PAO, d'animation et traitement de l'image
- Maîtrise des outils de bureautique courants
- Maîtrise de la planification et du budget
- Maîtrise de l'anglais : niveau courant
- Connaissance du droit à l'écrit, à l'image
- Aptitude organisationnelle, grande réactivité, grande rigueur
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Savoir être force de proposition
- Polyvalence
- Goût prononcé pour les arts graphiques en général, le texte et l'image en particulier
- Intérêt pour la matière scientifique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 avril 2019

Renseignements sur le poste : Fabrice COUTUREAU-VICAIRE ; fabrice.coutureau@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-035 à :** recrutement@anses.fr

Date : 21/03/2019

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés aux aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques
Unité d'évaluation des risques liés aux aliments (UERALIM)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité « évaluation des risques liés aux aliments » (UERALIM) a pour mission principale la coordination des travaux de collectifs d'experts pour l'évaluation des risques sanitaires liés à la présence de contaminants biologiques ou chimiques dans les aliments, sous la responsabilité d'un chef d'unité et de deux adjoints, pour chacune de ces spécialités.
Au sein de cette unité de 16 personnes, un groupe de 7 agents travaille sur les problématiques relatives aux risques biologiques et assure l'animation et le suivi des travaux du Comité d'Experts Spécialisé « Evaluation des risques biologiques dans les aliments » (CES BIORISK) et de deux Groupes de Travail pérennes « Biotechnologie » et « Guides de Bonnes Pratiques d'Hygiène ». Elle contribue à la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales ou communautaires. Elle collabore avec les autres directions et les laboratoires de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur d'expertise est chargé d'assurer le suivi scientifique dans le domaine de l'évaluation des risques biologiques liés aux aliments en lien avec les collectifs d'experts dédiés.

Activités

- Coordonner le traitement de saisines dans le cadre du comité d'experts spécialisés BIORISK, ainsi que des groupes de travail ou des groupes d'expertise collective d'urgence qui y sont rattachés ;
- Animer des réunions d'experts ;
- Assurer une veille scientifique, réglementaire et technique ;
- Réaliser des revues de la littérature avec ou sans méta-analyse ;
- Réaliser des travaux d'évaluation quantitative du risque ;
- Prendre en charge une expertise interne dans son domaine de compétence ;
- Contribuer à la production des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans le domaine des risques liés aux aliments ;
- Contribuer au développement d'approches innovantes de l'évaluation des risques dans les filières alimentaires ;
- Contribuer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits au niveau national et international ;
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

BAC+5 minimum, Doctorat en microbiologie souhaité, Diplôme d'ingénieur ou Vétérinaire ou master 2 en microbiologie ou en sciences des aliments.

Expériences similaires

Expérience confirmée d'au moins cinq années dans le domaine de l'évaluation des risques liés aux aliments

Compétences

- Solides connaissances scientifiques et/ou techniques relatives aux dangers biologiques ;
- Solides connaissances des approches d'évaluation du risque et leurs applications/pertinences dans le traitement des problèmes de sécurité des aliments ;
- Solides connaissances des outils de modélisation en évaluation du risque ;
- Maîtrise d'un langage de programmation informatique, de préférence R ;
- Connaissances de la réglementation française et européenne en matière de sécurité des aliments ;
- Capacité à appréhender des problématiques scientifiques complexes et à conduire des réunions dans le cadre d'expertise collective ;
- Bonne capacité rédactionnelle, expression orale, aptitude à synthétiser des avis et des rapports ;
- Capacité à travailler en équipe et en collaboration avec les experts auprès de l'Agence ;
- Maîtrise orale et écrite de l'anglais scientifique et technique ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureux (se) et dynamique ;
- Des connaissances relatives aux dangers chimiques seraient un plus.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 avril 2019

Renseignements sur le poste : Moez SANAA, Chef de l'UERALIM (moez.sanaa@anses.fr, 01 49 77 22 25),

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-036 à** : recrutement@anses.fr

Date: 21/03/2019

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'études et d'appui scientifique - Responsable de l'Oqali (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité « Observatoire des aliments » (UOA)

Missions / contexte

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, à la santé au travail, à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux ainsi qu'à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'Unité Observatoire des aliments (UOA), composée de 13 agents (agronomes, diététiciens, vétérinaires) est chargée de maintenir et valoriser des bases de données relatives aux contaminations (Contamine) et aux caractéristiques nutritionnelles des aliments (Ciqual et Oqali), en vue de produire des indicateurs sur la qualité sanitaire et nutritionnelle de l'alimentation et de transmettre des données actualisées pour les évaluations de risque menées à l'Agence.
Créé en 2008, l'Oqali est conjointement mis en œuvre par l'Anses et l'INRA. Il a pour mission d'assurer un suivi de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire. Inscrit dans la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010, le modèle de l'Oqali est soutenu par la commission européenne qui favorise son déploiement au niveau européen. Le rapport de la mission d'inspection interministérielle sur l'avenir de l'Observatoire de l'alimentation et publié en janvier 2018, recommande la pérennisation du dispositif Oqali ainsi que l'élargissement de ses missions.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et de son adjoint, l'agent sera Responsable de l'Oqali, du suivi Nutri-Score et de l'animation des travaux transverses relatifs aux compositions nutritionnelles (Ciqual/Oqali).

Activités

En tant que Responsable du projet Oqali, la personne recrutée devra veiller au bon fonctionnement de cet Observatoire et coordonner le suivi du Nutri-Score, en assurant :

- Le pilotage de l'Oqali : définir avec le Comité de pilotage de l'Oqali, le programme du travail et son calendrier, concilier les attentes des partenaires, accorder les missions de l'Oqali et les ressources de l'Agence, organiser le travail en interne ainsi qu'avec l'INRA, être force de propositions sur les perspectives de l'Oqali notamment sur l'ouverture des données et la dématérialisation des informations nutritionnelles ;
- La bonne coordination des partenaires (Anses, INRA, DGAL, DGS, DGCCRF, les fédérations professionnelles de l'agro-alimentaire et de la distribution, les associations de consommateurs) ;
- Le management fonctionnel de l'équipe Oqali : organiser, répartir les travaux de l'équipe Oqali, garantir la bonne qualité des livrables et veiller au respect du programme de travail et de son calendrier ;
- Le suivi Nutri-Score : en lien avec la DGS et Santé publique France, définir et participer aux développements scientifiques et techniques nécessaires au suivi du logo Nutri-Score ;
- La bonne intégration des données de l'Oqali dans les travaux d'expertise et de recherche de l'Agence ;
- La promotion du modèle Oqali dans les initiatives européennes ou internationales sur le suivi de la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire (Observatoire du Québec, Calls chafea, actions conjointes européennes) ;
- Le suivi administratif et financier de l'Oqali et le renouvellement des marchés publics de saisie/codification et de tierce maintenance adaptative de la base de données de l'Oqali.

En lien avec le chef d'unité, son adjoint et les équipes dédiées, l'agent recruté devra également animer et participer aux :

- Travaux d'interconnexions et de synergies entre les projets et études de l'Agence liés aux aspects nutritionnels ou ingrédients (Oqali, Ciqual, INCA) ;
- Réflexions prospectives sur le développement de nouveaux outils de data management et de data mining (reconnaissance textuelle, intelligence artificielle) dorénavant indispensables pour assurer l'interopérabilité des différents systèmes d'information.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 à BAC+8, Ingénieur agronome ou agro-alimentaire, spécialisation Nutrition ou statistiques.

Expérience similaire : Une expérience de 5 ans minimum dans la gestion de projets complexes et multi-acteurs, dans le management fonctionnel d'équipes et dans la gestion et l'exploitation de données.

Compétences :

Compétences techniques exigées:

- Management fonctionnel d'équipe et capacité à travailler en équipe ;
- Pilotage et montage de projets ;
- Animation de projets ou réflexions transverses ;
- Organisation et coordination des travaux ;
- Très bonne qualité de restitution des travaux (oral, écrit) ;
- Très grande rigueur et respect des procédures qualité ;
- Gestion des outils statistiques (SAS, Stata) et traitements de données (SQL, VBA).

Compétences administratives exigées :

- Suivi financier ;
- Connaissance des procédures des marchés publics.

Compétences scientifiques/ Expertise appréciées :

- Sciences des aliments et composition nutritionnelle des aliments ;
- Epidémiologie : évaluation de l'état nutritionnel de la population ;
- Connaissances des recommandations nutritionnelles et de la réglementation dans son champ de compétences (étiquetage, additifs, dénomination de vente) ;
- Aptitude à la communication et à la vulgarisation scientifique.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 avril 2019

Renseignements sur le poste : Celine MENARD (celine.menard@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2019-037 à** recrutement@anses.fr et celine.menard@anses.fr**.**

Date : 21/03/2019

Poste à pourvoir	**Référent scientifique dans le domaine de l'écotoxicologie réglementaire - Biocides/REACH (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Evaluation des Produits Règlementés Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides - Reach
Missions / contexte	La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché. En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produit biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines. L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides – Reach est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives et produits biocides au titre du règlement (CE) 528/2012 ainsi que des substances évaluées dans le cadre du règlement Reach (CE) n°1907/2006. L'équipe est composée de 10 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le référent scientifique est notamment en charge de :

- Contrôler la cohérence de l'expertise scientifique conduite par l'unité.
- Former et contribuer à l'organisation fonctionnelle du travail des évaluateurs pour la section écotoxicologie en lien avec les autres référents.
- Réaliser et valider les produits d'expertise dans le domaine de l'évaluation des risques en écotoxicologie, pour ce qui concerne les dossiers d'approbation des substances actives, les demandes d'AMM des produits, les substances évaluées dans le cadre du règlement Reach, les saisines de l'Agence.
- Respecter et faire respecter les délais de l'évaluation
- Représenter l'unité auprès de ses interlocuteurs internes à l'Anses et externes, nationaux et européens.
- Contribuer à l'évolution des méthodologies d'évaluation et de la réglementation en renforçant la position de l'Agence au niveau national et européen.

Activités

A ce titre, il devra :

- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais
- Contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation des dossiers
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, auprès des collectifs d'experts de l'Anses, ou dans le cadre des groupes d'experts français et européens dans le respect des procédures de l'agence.
- Valider certaines des évaluations conduites au sein de l'unité.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et sollicitations adressées à la DEPR.
- Piloter ou participer à des travaux partenariaux nationaux ou européens dans son champ de compétence.
- Piloter ou participer aux travaux scientifiques visant à proposer et mettre en œuvre des évolutions scientifiques et réglementaires au niveau national et européen.
- Contribuer à l'animation scientifique (veille, transfert de connaissances…) de l'équipe sur les thématiques d'intérêt liées à son domaine de compétence.
- Participer à la planification et à l'attribution des dossiers d'évaluation

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 à BAC+8, MASTER II ou DEA en écotoxicologie, docteur en écotoxicologie.

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de l'écotoxicologie réglementaire

Compétences

- Connaissances approfondies en écotoxicologie (analyse d'essais de toxicité pour les organismes environnementaux, application des guides réglementaires, classification/étiquetage, perturbation endocrinienne, écotoxicité des métaux…)
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances chimiques, phytopharmaceutiques et biocides souhaitées
- Qualités rédactionnelles et de synthèse
- Anglais scientifique et technique courant
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, disponibilité, réactivité
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 avril 2019

Renseignements sur le poste : Stéphanie ALEXANDRE (stephanie.alexandre@anses.fr – 01 56 29 52 85)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-038 à :** recrutement@anses.fr

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Chef d'antenne Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna (h/f)**
Affectation :	Direction Appui aux Politiques et aux Acteurs (DAPA)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du directeur de l'appui aux politiques et aux acteurs
Résidence administrative :	Nouméa (Nouvelle-Calédonie)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet. Conditions d'affectation spécifiques en Outre-Mer, durée de 2 ans renouvelable une seule fois

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

L'action de l'agence en outre-mer est coordonnée par le délégué outre-mer, rattaché à la direction générale ; le délégué assure en particulier le lien stratégique avec les collectivités.
La direction de l'appui aux politiques et aux acteurs (DAPA) assure quatre missions principales :

- coordination de l'action européenne et internationale de l'AFB ;
- appui à la conception, l'animation, la mise en œuvre et l'évaluation de stratégies, politiques publiques et programmes, au niveau national et territorial ;
- mobilisation et renforcement de la capacité des acteurs et des territoires au moyen de partenariats, d'animation de communautés, de centres de ressources thématiques, d'appui technique et de formation ;
- soutien financier par des programmes nationaux incitatifs.

La Nouvelle-Calédonie et les îles de Wallis et Futuna présentent une biodiversité terrestre et marine d'une richesse exceptionnelle, avec un taux d'endémisme qui est l'un des plus élevés au monde. Un cadre partenarial stratégique a été mis en place en août 2018 avec les quatre collectivités de Nouvelle-Calédonie et une convention cadre a été signée entre l'Agence et la collectivité de Wallis et Futuna. Chacune de ces collectivités exercent la compétence en matière d'environnement.
Au sein de la DAPA, l'antenne Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna assure 3 missions :

- la représentation permanente de l'agence auprès des provinces et du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et des royaumes et de l'exécutif de Wallis et Futuna, en liaison avec le délégué outre-mer ;
- le suivi du cadre partenarial avec ces collectivités et le pilotage de sa mise en œuvre, en relation avec les services de l'État ;
- l'appui aux politiques locales et aux acteurs locaux dans un cadre défini conjointement avec les autorités locales et l'État, en propre, en coordonnant les contributions d'autres directions ou en partenariat avec d'autres organismes, dans ses dimensions techniques et financières.

L'antenne avait initialement été installée par l'Agence des aires marines protégées dans un périmètre marin uniquement, mais a étendu son action à l'ensemble des sujets de la compétence de l'AFB depuis 2017.
Elle est constituée d'un chef d'antenne, d'un chef de projets et de volontaires au service civique.

Description du poste :

Mission :

Représenter l'agence en Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna, concevoir et mettre en œuvre les actions et projets de l'agence dans ces territoires, encadrer le personnel de l'antenne.

Activités principales :

- Assurer la mise en œuvre des conventions-cadres conclues avec la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna ;

- Monter, conduire ou financer des projets d'initiative locale ou dans le cadre de programmes nationaux ou régionaux ;

- Représenter l'agence aux Groupement d'intérêt public « Conservatoire des espaces naturels de Nouvelle-Calédonie » et « mer de Corail » ;

- Superviser (et le cas échéant y contribuer techniquement) l'appui ou l'expertises apportés par l'antenne aux collectivités, à leur demande, en mobilisant les ressources de l'antenne ou des autres composantes de l'AFB ;

- Encadrer (dans les dimensions technique et managériale) l'équipe de l'antenne et gérer son budget ainsi que l'intendance de l'antenne ;

- Développer les coopérations internationales dans la région du Pacifique.

Relations liées au poste

Relations internes :
• Délégué outre-mer ;
• Au sein de la DAPA : le directeur, tous services, notamment l'antenne Polynésie française, le service « partenariats dans les territoires » (responsable des appels à projets outre-mer et de la solidarité interbassins) et le centre de ressources TeMeUM ;
• Direction recherche expertise et données, UMS PatriNat, pôle coordination des conservatoires botaniques nationaux ;
• Direction parcs et aires protégées ;
• Secrétariat général.

Relations externes :
• Gouvernement et collectivités territoriales (élus et services techniques) ;
• Autorités et Services de l'Etat ;
• Comité de gestion du parc naturel de la mer de Corail ;
• Acteurs et partenaires scientifiques, professionnels, associatifs de la Nouvelle-Calédonie ;
• PROE (programme régional océanien pour l'environnement, basé à Apia, Samoa) et autres institutions régionales (CPS / Communauté du Pacifique, basée à Nouméa, ...) ;
• Partenaires riverains de la mer de Corail.

Profil recherché

- Niveau minimum bac +5 ;
- Expérience souhaitée d'une affectation en outre-mer et de travail à l'international ;
- Expérience significative d'encadrement d'équipe et de fonctionnement dans une structure multisites.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Connaissance générale des politiques publiques de protection de la biodiversité, des politiques de l'eau et des politiques de la mer et des enjeux sur les territoires de la Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna ;
• Connaissance des institutions de Nouvelle-Calédonie et de Wallis et Futuna et de leur fonctionnement, de la gouvernance territoriale ;
• Connaissance des acteurs associatifs, économiques, du milieu scientifique.

Savoir-faire opérationnel :
• Encadrer une équipe ;
• Monter et gérer un projet ;
• Rédiger un rapport ;
• Travailler en équipe ;
• Gérer l'intendance d'un site distant ;
• Anglais professionnel courant.

Savoir-être professionnel :
• Capacités de leadership et de communication ;
• Sensibilité à la culture du Pacifique ;
• Esprit de synthèse ;
• Capacités de négociation, d'écoute et de pédagogie ;
• Capacité de travail en mode projet et transversal ;
• Capacité à prendre en compte la culture du Pacifique, et plus spécifiquement le contexte socioculturel et institutionnel particulier de la Nouvelle-Calédonie ;
• Capacités d'anticipation et d'initiative.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPA/CHEFNC/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22 avril 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	**Chef d'antenne Polynésie française (h/f)**
Affectation :	Direction de l'appui aux politiques et aux acteurs
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du directeur de l'appui aux politiques et aux acteurs
Résidence administrative :	Papeete (Polynésie Française)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet. Conditions d'affectation spécifiques en Outre-Mer, durée de 2 ans renouvelable une seule fois

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

L'Agence française pour la biodiversité (AFB), créée le 1er janvier 2017, est un établissement public du ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins ; elle est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.
- L'action de l'agence en outre-mer est coordonnée par le délégué outre-mer, rattaché à la direction générale ; le délégué assure en particulier le lien stratégique avec les collectivités.
- La direction de l'appui aux politiques et aux acteurs (DAPA) assure quatre missions principales :
    - coordination de l'action européenne et internationale de l'AFB ;
    - appui à la conception, l'animation, la mise en œuvre et l'évaluation de stratégies, politiques publiques et programmes, au niveau national et territorial ;
    - mobilisation et renforcement de la capacité des acteurs et des territoires au moyen de partenariats, d'animation de communautés, de centres de ressources thématiques, d'appui technique et de formation ;
    - soutien financier par des programmes nationaux incitatifs.

La Polynésie française exerce les compétences en matière d'environnement. Un cadre partenarial stratégique est en cours de mise en place et définit le cadre de l'action de l'AFB en Polynésie française.

Au sein de la DAPA, l'antenne de Polynésie française assure 3 missions :

- la représentation permanente de l'agence auprès du gouvernement de la Polynésie française, en liaison avec le délégué outre-mer ;
- le suivi du cadre partenarial avec le gouvernement et le pilotage de sa mise en œuvre, en relation avec les services de l'État ;
- l'appui aux politiques locales et aux acteurs locaux dans un cadre défini conjointement avec les autorités locales et l'État, en propre, en coordonnant les contributions d'autres directions ou en partenariat avec d'autres organismes, dans ses dimensions techniques et financières.

L'antenne avait initialement été installée par l'Agence des aires marines protégées dans un périmètre marin uniquement, mais a étendu son action à l'ensemble des sujets de la compétence de l'AFB depuis 2017.
Elle est constituée d'un chef d'antenne et de volontaires de service civique.

Description du poste :

Mission :

Représenter l'agence en Polynésie française, concevoir et mettre en œuvre les actions et projets de l'agence dans ces territoires, encadrer le personnel de l'antenne.

Activités principales :

- Assurer la mise en œuvre des conventions-cadres conclues avec la Polynésie française ;

- Monter, conduire ou financer des projets d'initiative locale ou dans le cadre de programmes nationaux ou régionaux ;

- Superviser (et le cas échéant y contribuer techniquement) l'appui ou l'expertises apportés par l'antenne au gouvernement, à sa demande, en mobilisant les ressources de l'antenne ou des autres composantes de l'AFB, ou en externalisant l'expertise ;

- Encadrer (dans les dimensions technique et managériale) l'équipe de l'antenne et gérer son budget ainsi que l'intendance ;

- Développer les coopérations internationales dans la région du Pacifique.

Relations liées au poste

Relations internes :
• Délégué outre-mer ;
• Au sein de la DAPA : le directeur, tous services, notamment l'antenne de Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, le service « partenariats dans les territoires » (responsable des appels à projets outre-mer et de la solidarité interbassins) et le centre de ressources TeMeUM ;
• Direction recherche expertise et données (DRED), UMS PatriNat, pôle coordination des conservatoires botaniques nationaux ;
• Direction parcs et aires protégées (DPAP);
• Secrétariat général.

Relations externes :
• Gouvernement et collectivités territoriales (élus et services techniques) ;
• Autorités et Services de l'Etat ;
• Acteurs et partenaires scientifiques, professionnels, associatifs de la Polynésie française ;
• PROE (programme régional océanien pour l'environnement, basé à Apia, Samoa) et autres institutions régionales (CPS / Communauté du Pacifique, basée à Nouméa, ...).

Profil recherché

- Niveau minimum bac +5 ;
- Expérience souhaitée d'une affectation en outre-mer et de travail à l'international ;
- Expérience significative d'encadrement d'équipe et de fonctionnement dans une structure multisites.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Connaissance générale des politiques publiques de protection de la biodiversité, des politiques de l'eau et des politiques de la mer et des enjeux sur le territoire de la Polynésie française ;

• Connaissance des institutions de Polynésie française et de leur fonctionnement, de la gouvernance territoriale ;
• Connaissance des acteurs associatifs, économiques, du milieu scientifique.

Savoir-faire opérationnel :
• Encadrer une équipe ;
• Monter et gérer un projet ;
• Rédiger un rapport ;
• Travailler en équipe ;
• Gérer l'intendance d'un site distant ;
• Anglais professionnel courant.

Savoir-être professionnel :
• Capacités de leadership et de communication ;
• Sensibilité à la culture du Pacifique ;
• Esprit de synthèse ;
• Capacités de négociation, d'écoute et de pédagogie ;
• Capacité de travail en mode projet et transversal ;
• Capacité à prendre en compte la culture du Pacifique, et plus spécifiquement le contexte socioculturel et institutionnel particulier de la Polynésie française ;
• Capacités d'anticipation et d'initiative.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPA/CHEFPF/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 22 avril 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie B/B+
Fonction :	**Gestionnaire marchés publics (h/f)**
Affectation :	Département Finance, Contrats, Logistique/Service Contrats et Logistique
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef du service Contrats et logistique
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le Département finance, contrats, logistique assure la mise en œuvre de la politique budgétaire et financière de l'établissement ainsi que la passation des marchés, la conclusion des contrats publics hors périmètre ressources humaines, la gestion des véhicules, des bateaux, de l'habillement et le suivi immobilier. Il est organisé autour de 2 services : le service financier et le service contrats et logistique.

Le service contrats et logistique est structuré en 3 pôles :
- le pôle achats,
- le pôle juridique et contrats publics,
- le pôle logistique.

Description du poste :

Mission :

- Participer au traitement des demandes d'achat et à la construction des marchés publics ;

- Assurer des missions de secrétariat ;

- Assurer le suivi des tableaux de bord du pole achat du service contrats et logistique.

Activités principales :

- Gérer les demandes d'achat, avant et après leur instruction par les juristes acheteurs ;

- Gérer les reconductions et relances des marchés publics, **mise à jour du tableau de suivi** ;

- Appui et assistance aux juristes-acheteurs pour :

  - constituer le dossier de consultation des entreprises,
  - réceptionner les plis et échantillons des candidats,
  - relancer les candidats pour régularisation des pièces manquantes,
  - gérer les flux de négociation,
  - renseigner les tableaux comparatifs des offres techniques et financières,
  - procéder aux notifications des marchés et avenants,
  - mettre à jour les tableaux de bord.

- Assurer des missions de secrétariat (prise de rendez-vous, organisation des réunions, mise en forme de documents…).

Relations liées au poste

Relations internes :
- Départements du Secrétariat Général ;
- Directions régionales et parcs marins.

Relations externes :
- Titulaires des marchés publics ;
- Contrôle budgétaire.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Principes des procédures de passation des marchés publics.

Savoir-faire opérationnel :
- Maîtriser l'environnement bureautique (Word, Excel) ;
- Rendre compte.

Savoir-être professionnel :
- Rigoureux ;
- Méthodique et organisé ;
- Réactif ;
- Ecoute et capacité d'analyse.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DFCL/GESTIONNAIRE/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21 avril 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie B
Fonction :	**Assistant de direction (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général/Département des Ressources Humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

Assurer l'assistanat et le secrétariat du département et du chef de département

Activités principales :

Secrétariat du département et du chef de département aux ressources humaines :
- Assurer l'accueil téléphonique et physique ;
- Trier et enregistrer le courrier ;
- Tenue de l'agenda ;
- Organiser la logistique des réunions, groupes de travail et séminaires (convocations, réservation de salles et de matériels) ;
- Rédiger, préparer et/ou mettre en forme des notes, dossiers et supports de réunions, séminaires :

Assistanat du département et du chef de département aux ressources humaines :
- Coordonner, en appui du chef de département, l'activité du département (gestion de la réponse aux sollicitations et gestion des échéances) ;
- Renseigner les agents ou partenaires sur l'ensemble de l'activité de la DRH ;
- Assurer la gestion de l'emploi du temps : planification des réunions, prise des rendez-vous et organisation des déplacements ;
- Organiser les instances paritaires : ordre du jour, convocation, pièces au dossier, présences, hébergement des membres, déroulement de la réunion ;
- Assurer la gestion des parapheurs (y compris transmission électronique) ;
- Apporter ponctuellement un renfort aux différents services du département ;
- Gérer les commandes de fournitures.

Comptabilité/finances :
- Appliquer les procédures et les règles financières et comptables (création de fournisseurs, vérification des pièces comptables, préparation des bons de commandes, certificat des services faits) pour tout le budget DRH hors formation ;
- Assurer le suivi du budget (imputation, disponibilité des crédits) du département hors formation, en appui du chef de département adjoint ;
- Assurer la gestion des remboursements des frais de déplacement.

Archivage :
- Procéder au classement et à l'archivage de documents.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Direction générale, Secrétariat général ;
- Directions et services ;
- Instances paritaires et représentants du personnel ;
- CGRH.

Relations externes :
- Prestataires ;
- Fournisseurs.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance générale des techniques de gestion administrative ;
- Connaissances en comptabilité publique.

Savoir-faire opérationnel :
- Organiser son travail et hiérarchiser les priorités ;
- Rendre compte ;
- Prendre des notes, rédiger des comptes rendus, notes, présentations ;
- Utiliser les outils bureautiques (Word / Excel) ;
- Utiliser le logiciel de gestion comptable.

Savoir-être professionnel :
Très grande discrétion professionnelle ;
- Méthode et organisation ;
- Sens du travail en équipe ;
- Autonomie et esprit d'initiative ;
- Qualités relationnelles et rédactionnelles.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRH/ASSISTDIR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 21 avril 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de la mission expertise juridique (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général / Département ressources humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

L'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) va unir ses forces le 1er janvier 2020 avec l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) pour créer un nouvel établissement : l'Office Français de la Biodiversité (OFB).

Le département des ressources humaines est composé de près de 40 agents et comprend :
- le service de la gestion administrative et de la paie,
- le service de la politique de l'emploi et des compétences,
- le service de la politique sociale et des conditions de travail,
- la mission d'expertise juridique.

La mission d'expertise juridique est composée d'un chef de mission et d'un Chargé d'études juridiques.

Description du poste :

Mission :

Apporter une expertise juridique auprès de la direction générale de l'établissement et de la direction du département concernant les activités et missions assurées par le département ressources humaines.

Activités principales :

1-Encadrement d'équipe :
- Organiser et animer le travail
- Fixer les objectifs et les échéances
- Conduire les réunions de la mission
- Piloter l'activité de la mission et assurer le reporting

2- Assurer la sécurité juridique des actes administratifs produits par le département ressources humaines

3- Accompagner le département dans son développement en :
- participant à la rédaction des procédures
- assurant la sécurité juridique de son activité en lien permanent avec les autres services du département
- accompagnant assistant les autres directions et services dans ce domaine
- élaborant une stratégie d'action préventive contre des risques contentieux

4- Assurer la gestion et le suivi des procédures précontentieuses et contentieuses en matière de ressources humaines (réponses aux recours administratifs, rédaction de mémoires en défense, transactions, exécutions des décisions)
- Conduire les procédures disciplinaires

5- Appui juridique :
- Apporter une aide à l'interprétation et à l'application des textes législatifs et réglementaires, participer à la rédaction des textes intéressant l'établissement
- Elaborer une veille juridique et mettre en place éventuellement les formations adéquates
- Assurer l'interface avec les autres services juridiques

Relations liées au poste

Relations internes :
- Secrétariat général ;
- Directions et services de l'AFB ;
- Instances paritaires et représentants du personnel ;
- CGRH.

Relations externes :
- MTES ;
- Autres établissements publics ;
- Juridiction.

Profil recherché

- Très bonnes connaissances en droit public et spécialisation en droit de la fonction publique ;
- Très bonne maîtrise de la méthode contentieuse ;
- Expérience dans des fonctions similaires souhaitée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Solides compétences en droit public et spécialisation en droit de la fonction publique ;
- Maîtrise de la technique contentieuse.

Savoir-faire opérationnel :
- Maîtriser l'analyse et la rédaction juridique ;
- Rechercher, exploiter et synthétiser les informations ;
- Soutenir la position de l'établissement ;
- Travailler en équipe ;
- Rédiger des notes juridiques sur des sujets complexes et proposer des solutions opérationnelles.

Savoir-être professionnel :
- Rigueur, méthode et sens des responsabilités ;
- Forte capacité d'analyse et de synthèse ;
- Méthode et organisation ;
- Aisance rédactionnelle ;
- Discrétion professionnelle et confidentialité ;
- Autonomie ;
- Réactivité, disponibilité et polyvalence ;
- Qualités rédactionnelles confirmées.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRH/RESPJUR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 20 avril 2019

Centre National de la Propriété Forestière

Appel de candidature au poste de

Directeur(trice) du

Centre régional de la propriété forestière de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le CNPF (Centre nationale de la Propriété Forestière) a pour mission de développer, orienter et améliorer la production des forêts privées françaises en promouvant une gestion forestière durable auprès des propriétaires forestiers privés. C'est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère en charge de la forêt. 11 délégations régionales (centres) organisent et réalisent les missions de l'établissement auprès des propriétaires forestiers. Chaque centre dispose d'un conseil de centre composé d'élus des propriétaires forestiers de la région chargé de l'agrément des plans simples de gestion et de la priorisation des actions de développement.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) possède un taux de boisement élevé de 48 % (2/3 de forêts privées) représentant environ 1 million d'ha. Elle présente des spécificités : forêt très diversifiée, méditerranéenne et littorale, mais aussi montagnarde, impliquant des approches de gestion très variées. L'équipe du CRPF (Centre régional de la propriété forestière) PACA est composée de 6 ingénieurs, 15 techniciens, 3 administratifs et son budget de l'ordre de 1,5 millions d'euros.

DESCRIPTION DU POSTE

- Le Directeur/La Directrice du CRPF PACA, délégation régionale du CNPF, veille au bon accomplissement des missions qui incombent au CRPF, en application de l'article L.321-5 du code forestier et du Contrat d'Objectifs et de Performance Etat – CNPF, en relation permanente avec le Président et les membres du Conseil de Centre,

- Le Directeur/La Directrice, placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la directrice générale, assure par délégation de cette dernière le fonctionnement du centre dans le respect des prérogatives du président et du conseil de centre : organisation de l'activité et de la gouvernance du centre, management du personnel du centre, gestion des enveloppes budgétaires (ordonnancement des dépenses et des recettes),

- Il/Elle assure, en lien étroit avec les élus du CRPF, les relations externes du centre avec l'administration, les partenaires de la filière, les élus locaux, les financeurs potentiels,…

47 rue de Chaillot
75116 Paris
Tél : +33 (0)1 47 20 68 15 - Fax : +33 (0)1 47 23 49 20
E-mail : cnpf@cnpf.fr - wwwcnpf.fr

- Outre ses missions régionales, il/elle peut se voir confier des missions au niveau national ou l’intérim d’un autre CRPF le cas échéant

PROFIL

Diplômes ou expérience

- Ingénieur(e) ou ingénieur(e) en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, fonctionnaire
- Directeur/trice d'un autre CRPF,
- Directeur/trice Adjoint d'un autre CRPF ayant atteint le 6e échelon de l'emploi et justifiant d'au moins une année d'ancienneté dans cet échelon,
- 10 années d'activités professionnelles, dont 5 ans de pratique forestière.

Compétences et qualités requises

- Motivation pour la forêt privée et son développement,
- Bonne compréhension des grands enjeux de la forêt nationale et régionale,
- Compétences techniques et administratives nécessaires pour occuper le poste, rigueur, disponibilité,
- Capacité et goût pour le management,
- Qualités relationnelles d'une part pour assurer le travail en étroite relation avec le président du CRPF et les élus du conseil de Centre, d'autre part pour les contacts et négociations avec les nombreux acteurs de la forêt : propriétaires forestiers, professionnels de la forêt privée, élus, représentants et membres des organismes de la filière, financeurs, partenaires institutionnels ….
- Une expérience en forêt méditerranéenne serait appréciée

Situation administrative

- Statut : fonctionnaire en position normale d'activité, ou CDI par voie de promotion interne selon statuts des personnels du CNPF (Décret n° 2009-547 du15/05/2009), dispositions applicables aux agents non titulaires de l'État (Décret n°86-83 du 17/01/1986)
- Résidence administrative : **MARSEILLE**
- La prise de poste est prévue le **1er septembre 2019**

MODALITES DE CONTACT ET DE CANDIDATURE

PERSONNES A CONTACTER

- M. Bruno GIAMINARDI Président du CRPF 06.86.48.73.27
  bruno.giaminardi@fdc83.com
- M. Philippe THEVENET Directeur du CRPF 04.95.04.59.04
  philippe.thevenet@crpf.fr
- Mme Claire HUBERT Directrice Générale du CNPF 01.47.20.68.15
  claire.hubert@cnpf.fr

DEPOT DE CANDIDATURE

Envoyer avant le 23 avril 2019 un dossier comprenant :

- Une lettre manuscrite de motivation
- Un curriculum vitæ

à Mme Claire HUBERT, Directrice Générale du CNPF

47, rue de Chaillot – 75116 PARIS
Et par mel à : claire.hubert@cnpf.fr helene.santer@cnpf.fr
philippe.thevenet@cnpf.fr

Les candidats seront invités par mail à se présenter à la commission de sélection date à fixer **aux alentours du 15 mai 2019**.

Centre National de la Propriété Forestière

Appel de candidature interne au poste de

Directeur(trice) des ressources humaines et de la communication

du Centre National de la Propriété Forestière

DESCRIPTION DU POSTE

Le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) a pour mission de développer, orienter et améliorer la production des forêts privées françaises en promouvant auprès des propriétaires forestiers privés une gestion forestière durable. C'est un établissement public national à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère en charge de la forêt.

Le directeur/La directrice des ressources humaines et de la communication, placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la directrice générale est chargé(e) :

- de piloter la politique et la gestion des ressources humaines :
  - politique RH, gestion des carrières et des postes, suivi des effectifs,
  - coordination de l'organisation des services (national et appui aux CRPF pour les organisations régionales),
  - présidence déléguée des instances représentatives nationales et autres commissions nationales,
  - formation des personnels,
  - hygiène et sécurité,
  - gestion prévisionnelle des emplois et des compétences,
  - suivi du SIRH,
  - et tout autre sujet se rapportant aux ressources humaines.
- de piloter la communication du CNPF :
  - mise à jour du plan de communication et mise en œuvre des actions qu'il prévoit,
  - préparation des communiqués de presse, des messages du président aux conseillers, de la directrice générale aux personnels…

PROFIL

Diplômes ou expérience

- Ingénieur(e) en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, fonctionnaire
- Attaché(e) administratif(ve) hors classe fonctionnaire
- Directeur(trice) au CNPF
- Expérience de 10 années d'activités professionnelles, dont 5 ans dans des activités ressources humaines niveau A+

47 rue de Chaillot
75116 Paris
Tél : +33 (0)1 47 20 68 15 - Fax : +33 (0)1 47 23 49 20
E-mail : cnpf@cnpf.fr - wwwcnpf.fr

Compétences et qualités requises

- Motivation pour la forêt privée et son développement et bonne compréhension des grands enjeux de la forêt
- Connaissances approfondies et expérience très solide en matière de gestion des ressources humaines (public et privé),
- Expérience en matière de communication, capacité d'expression écrite et orale,
- Qualités managériales, relationnelles, d'animation de réseau, de négociation, disponibilité, rigueur,
- Qualités nécessaires et goût pour le travail en équipe et solide expérience dans ce domaine

Situation administrative

- **Statut :** fonctionnaire en position normale d'activité ou CDI par voie de promotion interne selon statuts des personnels du CNPF (Décret n° 2009-547 du15/05/2009), dispositions applicables aux agents non titulaires de l'État (Décret n°86-83 du 17/01/1986)
- **Résidence administrative : PARIS**, possibilité de travail délocalisé éventuel dans un siège de Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) avec accès rapide à Paris
- La **prise de poste** est prévue le **1er octobre 2019**

MODALITES DE CONTACT ET DE CANDIDATURE

PERSONNES A CONTACTER

- Mme Claire HUBERT Directrice générale du CNPF 01.47.20.68.15
  claire.hubert@cnpf.fr

- M. Gilles BROUILLET Directeur général adjoint chargé des ressources humaines et de la communication 06.12.01.49.11 gilles.brouillet@cnpf.fr

DEPOT DE CANDIDATURE

Envoyer avant le 25 avril 2019 un dossier comprenant :

- Une lettre manuscrite de motivation
- Un curriculum vitæ

à Mme Claire HUBERT, Directrice Générale du CNPF

47, rue de Chaillot – 75116 PARIS

Et par mel à : claire.hubert@cnpf.fr helene.santer@cnpf.fr
gilles.brouillet@cnpf.fr

Les candidats seront invités par mail à se présenter à la commission de sélection qui se réunira autour **de la mi-mai.**

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Secrétariat Général

Secrétaire Général(e) (F/H)

N° appel à candidature : 19092	**Catégorie : A+**
Cotation parcours professionnel : 3 et plus	**Cotation part fonction RIFSEEP : G1 si administrateur civil**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à l'orientation des filières (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner les projets économiques des filières (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..). : Au 31 décembre 2018, FranceAgriMer comptait un peu moins de 1 000 agents, dont 1/3 basés dans les services territoriaux, en DRAAF.	
Objectifs du poste	Le(la) secrétaire général(e) met en œuvre et pilote les orientations et actions relatives aux fonctions d'appui aux métiers définies par la direction générale, dans le cadre du contrat d'objectif et de performance de l'établissement. Il(elle) appuie la mise en œuvre des orientations de la direction générale et veille, dans son périmètre de compétences, à apporter des solutions aux directions « métier » de l'établissement, dans un contexte de changement. Il(elle) propose et mène toute action visant à maintenir et renforcer les capacités opérationnelles de l'établissement. Il(elle) doit, dans l'exercice de ses responsabilités, veiller à entretenir et favoriser le dialogue social	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le(la) secrétaire générale coordonne et anime les équipes en charge des fonctions suivantes de l'établissement, organisées en huit services : budget, ressources humaines, systèmes d'information, service juridique et de coordination communautaire, Arborial (logistique,…), communication, inspection générale et sécurité des systèmes d'information. Il(elle) assure le contrôle de légalité sur tout acte et convention engageant l'établissement, la préparation des documents et actes administratifs et les moyens généraux de l'établissement. Il(elle) participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie de l'établissement et veille à son application opérationnelle. Il(elle) organise le dialogue social et assure le lien avec les autres établissements partenaires occupants du site de l'Arborial. Il(elle) veille à la sécurité des agents, des biens et des services de l'établissement.	
Champ relationnel du poste	Principalement : agents de FranceAgriMer, représentants du personnel, tutelles, autres établissements publics sous tutelle du MAA, directeurs et secrétaires généraux des DRAAF.	
Compétences liées au poste	**Savoirs / Connaissances**	**Savoir-faire / Maîtrise**
	Connaître : - les métiers du secrétariat général et plus particulièrement les fonctions budgétaires et RH - les métiers et activités du MAA - le fonctionnement d'un EPA	Expérience solide et réussie de management d'équipes multi-métiers, Aptitudes éprouvées à la conduite de projets complexes Sens du dialogue social Capacité d'écoute et de négociation Capacité à arbitrer
Personne à contacter	Christine AVELIN, Directrice générale christine.avelin@franceagrimer.fr Isabelle CENZATO, Secrétaire générale isabelle.cenzato@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : lundi 8 avril 2019

OFFRE d'EMPLOI n°19-16-DG

22/03/2019

La Direction générale de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Délégué(e) interrégional(e) Hauts de France – Normandie (F/H)

La Délégation interrégionale (DIR) Hauts de France – Normandie (HFN) est une interlocutrice privilégiée des administrations territoriales.
La DIR HFN coordonne et pilote les services départementaux (SD) dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage.
Dans ce cadre, une coordination importante avec les partenaires et les services de l'Etat en charge de ces sujets est indispensable.
Elle est, aujourd'hui, composée d'un Délégué interrégional et d'un adjoint, d'une cellule administrative, d'une cellule technique et de 10 SD.
L'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration de l'Office français de la biodiversité (OFB), nouvel établissement né de la fusion de l'AFB et de l'ONCFS, qui verra le jour à compter du 1er janvier 2020.
Sous l'autorité du Directeur Général, le (la) Délégué(e) interrégional(e) représente l'établissement au niveau interrégional. Dans ce cadre, il (elle) dirige la Délégation, encadre une équipe (dispersée sur deux régions administratives), pilote et coordonne la mise en œuvre des orientations fixées par les Directions nationales et travaille en étroite collaboration avec ces dernières.

Nature de l'emploi

Poste situé à Seulline à environ 30 km au Sud-Ouest de Caen (14) - A pourvoir à compter du 1er Août 2019 - Temps plein - Catégorie A
A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme minimum de niveau I (BAC +5) est souhaité.
Une expérience antérieure d'encadrement est attendue. L'encadrement de services de police dans le parcours serait apprécié.
Connaissance du droit de l'environnement, du droit pénal et procédure pénale et des prérogatives des inspecteurs de l'environnement.
Bonne connaissance du cadre légal, réglementaire et déontologique encadrant les prérogatives des inspecteurs de l'environnement.
Connaissances de haut niveau en matière d'environnement et de faune sauvage. Connaissances en gestion des espaces protégés.
Connaissance en écologie des milieux, notamment les milieux aquatiques et humides et les espèces exotiques envahissantes.
Connaissances cynégétiques, notamment relatives à la chasse au gibier d'eau et aux techniques d'intervention associées.
Connaissances générales de la réglementation des services publics (organisation de l'Etat, ressources humaines, finances publiques, etc.).
Maitrise du management de service public, de la gestion des ressources humaines, de la conduite de projet et conduite du changement.
Maitrise des outils, méthodes et acteurs de la conservation et de la gestion de la nature.
Maitrise de la réglementation nautique et modalités d'interventions en matière de police dans ce cadre.
Parfaite maîtrise du fonctionnement des institutions administratives et judiciaires régionales et départementales et bonne connaissance du maillage institutionnel et des partenaires, ainsi que du contexte politique et institutionnel national et européen.
Maitrise des techniques et procédures budgétaires et comptables au sein d'un Etablissement public administratif.
Forte capacité à porter les politiques de l'établissement et à communiquer avec tous les acteurs en matière de police, de gestion de la faune sauvage et de valorisation de ses habitats au sein de l'établissement ou avec les partenaires ainsi qu'auprès des médias.
Forte capacité à piloter et accompagner les changements et faire face à des situations de pression, de crise, d'incertitude et aptitude à conduire des négociations et des concertations en jouant un rôle de médiation avec les partenaires locaux.

Activités principales

Management et pilotage de la DIR HFN : contribuer au niveau interrégional à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des orientations stratégiques de la délégation • Encadrer les agents placés sous son autorité (SD et cellules) • Assurer la coordination interrégionale des missions, en lien avec les directions concernées, en matière de police de la chasse et de l'environnement, de recherche et de développement et d'expertise dans le respect des orientations nationales • Evaluer et mettre en œuvre les moyens et ressources budgétaires disponibles et les financements complémentaires à ceux de l'ONCFS pour atteindre les objectifs fixés • Veiller à rationaliser ces moyens et à mettre en œuvre une gestion optimisée • Arbitrer et opérer des choix tant sur le plan fonctionnel qu'organisationnel et face à des événements imprévus • Piloter des projets de changement dans leurs différentes dimensions • Assurer l'Interface entre les services déconcentrés et les Directions • Représenter l'ONCFS auprès des autorités préfectorales et judiciaires, des services déconcentrés et des autres partenaires.

Expertise, partenariats et communication : assurer un rôle d'expertise et de conseil auprès de l'Administration et des autres partenaires (milieux associatifs et cynégétiques), notamment dans le cadre de conventions • Animer une politique de concertation et de partenariat avec les services de l'Etat, les autres établissements publics, les collectivités territoriales et le monde associatif • Travailler en réseau avec ces partenaires • Participer à l'acquisition, à la diffusion et à la valorisation des connaissances (coordination de réseaux, animation d'observatoires, actions de formation) • Piloter la stratégie de communication pour la DIR HFN et représenter le Directeur général pour présenter et expliquer les politiques publiques dans son domaine de compétence • Gérer une communication institutionnelle en situation de crise.

Conditions particulières

Délégation de signature délivrée par le Directeur général.
Participe à de nombreuses réunions et réalise de nombreux déplacements.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr
Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 14 avril 2019**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés du formulaire de demande de mutation interne prévu à cet effet et des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public.
Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°19-17-DG

27/03/2019

La Direction générale de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
RECRUTE

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Délégué(e) régional(e) Auvergne – Rhône Alpes (F/H)

La Délégation régionale (DR) Auvergne – Rhône Alpes (ARA) est une interlocutrice privilégiée des administrations territoriales.
La DR ARA coordonne et pilote les services départementaux (SD) dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage.
Dans ce cadre, une coordination importante avec les partenaires et les services de l'Etat en charge de ces sujets est indispensable.
Elle est, aujourd'hui, composée d'un Délégué régional et d'un adjoint, d'une cellule administrative, d'une cellule technique, d'une mission « loup », de 12 SD et d'une Brigade mobile d'intervention (BMI) loup à compétence nationale basée dans les Hautes-Alpes.
L'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration de l'Office français de la biodiversité (OFB), nouvel établissement né de la fusion de l'AFB et de l'ONCFS, qui verra le jour à compter du 1er janvier 2020.
Sous l'autorité du Directeur Général, le (la) Délégué(e) interrégional(e) représente l'établissement au niveau régional mais aussi au niveau national sur le dossier « loup ». Il (elle) dirige la Délégation, encadre une équipe dispersée sur une grande région administrative, pilote et coordonne la mise en œuvre des orientations fixées par les Directions nationales avec lesquelles il (elle) travaille en étroite collaboration.

Nature de l'emploi

Poste situé à Clermont-Ferrand (63) - A pourvoir à compter du 1er juillet 2019 - Temps plein - Catégorie A
A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme minimum de niveau I (BAC +5) est souhaité et une expérience antérieure d'encadrement est attendue.
L'encadrement de services de police et de gestion d'espèces protégées serait apprécié.
Connaissance du droit de l'environnement, du droit pénal et procédure pénale et des prérogatives des inspecteurs de l'environnement.
Bonne connaissance du cadre légal, réglementaire et déontologique encadrant les prérogatives des inspecteurs de l'environnement.
Connaissances de haut niveau en matière d'environnement et de faune sauvage. Connaissances en gestion des espaces protégés.
Connaissance en écologie des milieux, en gestion des habitats et des espèces notamment le loup et la faune de montagne.
Connaissances générales de la réglementation des services publics (organisation de l'Etat, ressources humaines, finances publiques, etc.).
Maitrise du management de service public, de la gestion des ressources humaines, de la conduite de projet et conduite du changement.
Maitrise des outils, méthodes et acteurs de la conservation et de la gestion de la nature.
Parfaite maîtrise du fonctionnement des institutions administratives et judiciaires régionales et départementales et bonne connaissance du maillage institutionnel et des partenaires, ainsi que du contexte politique et institutionnel national et européen.
Maitrise des techniques et procédures budgétaires et comptables au sein d'un Etablissement public administratif.
Forte capacité à porter les politiques de l'établissement et à communiquer avec tous les acteurs en matière de police, de gestion de la faune sauvage et de valorisation de ses habitats au sein de l'établissement ou avec les partenaires ainsi qu'auprès des médias.
Forte capacité à piloter et accompagner les changements et faire face à des situations de pression, de crise, d'incertitude et aptitude à conduire des négociations et des concertations en jouant un rôle de médiation avec les partenaires locaux.

Activités principales

Management et pilotage de la DR ARA : contribuer au niveau interrégional à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des orientations stratégiques de la délégation • Encadrer les agents placés sous son autorité (SD et cellules) • Assurer la coordination régionale des missions, en matière de police de la chasse et de l'environnement, de recherche et de développement et d'expertise dans le respect des orientations nationales • Evaluer, mettre en œuvre et rationnaliser les moyens et ressources budgétaires disponibles et les financements complémentaires à ceux de l'ONCFS pour atteindre les objectifs fixés • Arbitrer et opérer des choix sur le plan fonctionnel et organisationnel et face à des événements imprévus • Piloter des projets de changement • Assurer l'Interface entre les services déconcentrés et les Directions • Représenter l'ONCFS auprès des autorités préfectorales et judiciaires, des services déconcentrés et des autres partenaires.

Expertise, partenariats et communication : assurer un rôle d'expertise et conseil auprès de l'Administration et des autres partenaires notamment dans le cadre de conventions • Animer une politique de concertation et de partenariat avec les services de l'Etat, les autres établissements publics, les collectivités territoriales et le monde associatif • Travailler en réseau avec ces partenaires • Participer à l'acquisition, à la diffusion et à la valorisation des connaissances (coordination de réseaux, animation d'observatoires, actions de formation) • Piloter la stratégie de communication pour la DR ARA et représenter le Directeur général pour présenter et expliquer les politiques publiques dans son domaine de compétence • Gérer une communication institutionnelle en situation de crise.

Coordination opérationnelle nationale du PNA Loup : représenter l'ONCFS auprès des différentes instances en charges du PNA Loup • Encadrer l'activité de la BMI Loup • Apporter un conseil technique à la Direction générale • Coordonner l'activité des délégations régionales • Contribuer à la communication de l'établissement.

Conditions particulières

Délégation de signature délivrée par le Directeur général.
Participe à de nombreuses réunions et réalise de nombreux déplacements au-delà du périmètre régional
Dispose d'une lettre de mission nationale pour la gestion du loup

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr
Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 16 avril 2019, -** terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés du formulaire de demande de mutation interne prévu à cet effet et des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public.
Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°19-18-DRH

27/03/2019

La Direction des ressources humaines de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Chef(fe) du département formation (F/H)

La Direction des ressources humaines (DRH) est composée d'une mission développement RH et de quatre Départements : le Département carrières – effectifs, le Département de la qualité de vie et de la santé au travail, le Département des rémunérations et le Département de la formation.

La DRH gère une masse salariale de 93 M € (82% du budget de fonctionnement) pour 1471 équivalents temps plein (ETP).

Le Centre de formation du Bouchet est implanté sur le site du Bouchet (45370 DRY) à 20 km au sud-ouest d'Orléans.

L'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration de l'Office français de la biodiversité (OFB), nouvel établissement né de la fusion de l'AFB et de l'ONCFS, qui verra le jour à compter du 1er janvier 2020.

Sous l'autorité de la Directrice des ressources humaines, le(la) chef(fe) du département formation anime et pilote le déploiement de la politique de formation de l'ONCFS, supervise et coordonne l'ensemble des actions de formation de l'établissement, encadre l'équipe du département formation et assure la responsabilité de l'implantation du Centre de formation.

Nature de l'emploi

Poste situé à Dry (45) - A pourvoir à compter du 1er juin 2019 - Temps plein - Catégorie A

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme minimum de niveau I (BAC +5) est souhaité - Une expérience managériale d'au moins 10 ans est exigée.
Une expérience d'encadrement d'un centre de formation ou d'une école avec restauration et hébergement constitue un atout.
Connaissance de la GRH et de la formation dans la FPE et des techniques de management et de conduite du changement.
Connaissance des outils de Gestion des Ressources humaines (GRH) : SIRH, référentiels des métiers, outils et dispositifs de formation.
Connaissances des missions et métiers de la sphère publique de l'environnement et des partenaires institutionnels.
Connaissances des règles relatives à la prévention des risques professionnels et applicables aux établissements accueillant du public.
Connaissances des nouvelles technologies de l'information et de la communication et des modalités pédagogiques associées.
Maitrise des techniques de conduite de projet et d'ingénierie pédagogique et des marchés publics.
Maitrise des techniques administratives et financières au sein d'un Etablissement public et capacité à élaborer et suivre un budget.
Capacité à concevoir et piloter un programme stratégique de formation et des projets (ingénierie financière, coordination et organisation).
Fortes capacités à travailler en équipe, à constituer et entretenir des partenariats et des réseaux et à négocier.
Qualités de communication écrites et orales et qualités relationnelles avec un fort sens de l'écoute, du dialogue et de la diplomatie.

Activités principales

Définir et mettre en œuvre la politique pédagogique de l'ONCFS en cohérence avec le cadre stratégique prescrit et en lien avec les Directions chargées d'exprimer leurs besoins : élaborer les documents d'orientation à moyen terme et les programmes annuels en tenant compte des aspects humains, financiers, juridiques, organisationnels et pédagogiques • Assurer la gestion des marchés publics liés à la formation et à son implantation (analyse, modalités, cahiers des charges et passation) • Accompagner la réalisation des actions de formation et évaluer les effets de l'investissement formation • Etre force de proposition sur l'évolution des modalités pédagogiques et la mise en œuvre de nouveaux dispositifs d'apprentissage.

Manager et piloter les activités et l'équipe du département formation (une quinzaine d'agents) : assurer une gestion de proximité et veiller à la mise en œuvre du dialogue social tant auprès des personnels du département que des stagiaires présents au Bouchet • Superviser le suivi des concours et des formations sur le plan administratif, logistique et budgétaire • Contrôler et analyser l'activité et les résultats • Réaliser des études et développer des outils propices à l'analyse et l'aide à la décision.

Assurer la gestion et l'administration du centre de formation du Bouchet : élaborer une proposition budgétaire argumentée et une projection pluriannuelle en matière de marchés publics • Définir et mettre en œuvre une politique de gestion de l'implantation sur les plans stratégiques et en collaboration avec le département Patrimoine Immobilier de la Direction des affaires financières • Veiller au respect de la réglementation en matière de prévention des risques professionnels et de la sécurité des personnels et du public • Etre force de proposition sur la valorisation de la biodiversité en termes pédagogiques dans les formations et/ou des actions d'animation vis-à-vis de publics extérieurs • Contribuer à la gestion de la biodiversité du domaine (65ha) et au déploiement, avec les directions de l'ONCFS, d'un plan de gestion porteur de bonnes pratiques en développement durable • Animer un groupe de suivi.

Assurer la gestion de partenariats de formation et la communication : développer des synergies • constituer et entretenir des réseaux et partenariats pour mutualiser les moyens • Impulser et élaborer des projets de formation vers l'extérieur et/ou journées thématiques sur le Centre du Bouchet • Préparer les documents de valorisation et de communication du département et du Centre de formation.

Conditions particulières

Règles de confidentialité à respecter.
Résider obligatoirement au centre de formation du Bouchet - Logement par nécessité de service impliquant des sujétions.
Prévoir des déplacements en province ou sur Paris (à hauteur d'un par mois minimum et plus selon les besoins).

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 20 avril 2019, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés du formulaire de demande de mutation interne prévu à cet effet et des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Appel à candidatures
Le GIP ECOFOR recherche son directeur/sa directrice

Le Groupement d'Intérêt Public ECOFOR (écosystèmes forestiers) ou GIP ECOFOR[1] a pour vocation de développer, rassembler et structurer des connaissances propres à éclairer les politiques publiques et les pratiques de gestion durable des forêts dans des biomes allant du tempéré au tropical.

Il suscite les moyens nécessaires à la conduite et à la valorisation de recherches, expertises et prospectives sur le fonctionnement et la gestion des écosystèmes. Il est particulièrement fondé à intervenir sur des problématiques impliquant plusieurs de ses membres[2] sur des principes de complémentarité et de subsidiarité. Cela nécessite des approches menées en interdisciplinarité, interfaçant science et décision, forêt et autres secteurs, questions forestières et grandes questions environnementales, échelles internationale, européenne, nationale et régionale.

Il œuvre au bénéfice de la communauté forestière française en contribuant à la construction, et prenant sa place dans la mise en œuvre, d'éléments de politiques publiques (PNFB, PRI 2025, loi sur la biodiversité et plateforme de biodiversité pour la forêt, CSF Bois du CNI, *etc.*). Il vise aussi à articuler cette communauté avec les organismes agissant dans des domaines thématiques plus larges que la forêt ou connexes à elle (ADEME, AFB, AllEnvi, FRB, *etc.*) et avec les instances d'autres pays, européennes et internationales (CIFOR, EFI, FAO, IUFRO, OIBT, SCAR Forêt, *etc.*). Les relations internationales deviennent incontournables et sont très structurantes pour les collectifs de recherche français, notamment la dimension tropicale et les liens avec les pays du Sud.

Il intervient notamment dans les domaines suivants :

- biodiversité et fonctionnement des écosystèmes où il s'agit d'animer une dynamique de suivi de long terme (monitoring) et de contribuer à la politique fédérative pour l'effort expérimental nécessaires à la recherche et à l'analyse des changements globaux ;
- changement climatique et risques, pour lesquels il importe de réduire la vulnérabilité des forêts face aux stress biotiques et abiotiques, de favoriser le rôle de protection des forêts ainsi que l'adaptation au changement climatique et son atténuation par le stockage de carbone dans les écosystèmes, les produits bois et la substitution de carbone renouvelable au carbone d'origine fossile ;
- services écosystémiques, dont la production de ressources ligneuses pour le développement de la bioéconomie, et la gestion durable des forêts, qui conduisent à préconiser des indicateurs de suivi, des stratégies intégrées et les instruments économiques et politiques associés.

ECOFOR compte actuellement un effectif de huit personnels en propre[1] : le directeur et un directeur adjoint, deux membres de l'équipe administrative, 4 chargées de missions scientifiques. S'y rajoutent huit scientifiques ou ingénieurs[1], mis à disposition à temps partiel par les membres.

Le directeur/la directrice est nommé(e) pour une durée renouvelable de trois ans. Il/elle assure le fonctionnement du GIP (organisation interne et réalisation des activités programmées) sous l'autorité de l'assemblée générale des membres et avec l'appui du conseil scientifique dont les

[1] http://www.gip-ecofor.org

[2] JO 28 mai 2013. Les membres sont actuellement au nombre de 13 : Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, Ministère de la transition écologique et solidaire, AgroParisTech, CIRAD, CNPF, CNRS, FCBA, IGN, INRA, IRD, IRSTEA, MNHN, ONF. L'autorité de tutelle est le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

travaux permettent d'éclairer les choix stratégiques et de définir ou évaluer le contenu de programmes, projets, études ou prospectives.

Il/elle soumet à l'assemblée générale le programme annuel prévisionnel d'activités, le budget correspondant et les prévisions d'engagement des personnels. Il/elle lui soumet également une fois par an un rapport de gestion qui dresse le bilan financier, humain, administratif et d'activité scientifique de l'année écoulée.

Le directeur/la directrice a la pleine autorité sur les personnels employés directement par le GIP et l'autorité fonctionnelle sur les personnels mis à disposition par les organismes membres du GIP. Ses activités de pilotage, coordination et animation visent à :

- impulser, structurer et coordonner des démarches destinées à promouvoir des actions de recherche et développement touchant aux écosystèmes forestiers ;
- animer et accompagner des programmes ou projets de recherche pour le compte du GIP, pour celui d'agences de moyens ou encore à la demande d'un coordonnateur de projet ;
- recueillir les questions que se posent les gestionnaires, usagers ou utilisateurs d'écosystèmes forestiers, les expertiser au regard des connaissances scientifiques existantes pour rassembler les éléments de réponse et identifier les lacunes susceptibles d'être comblées dans les années qui viennent ;
- développer l'expertise collective sur des sujets d'actualité touchant la forêt, ses produits et ses usages ;
- évaluer, diffuser et valoriser par tout moyen adéquat les résultats des recherches ou expertises, afin de faciliter leur appropriation par la filière, les gestionnaires des milieux ou la société ;
- promouvoir le développement et l'utilisation de systèmes d'information relatifs aux écosystèmes forestiers, à leur gestion ainsi qu'aux structures et infrastructures de recherche qui s'y rapportent ;
- rassembler et gérer les moyens financiers, y compris en ressources à obtenir en propre, pour soutenir les divers projets concourant aux activités du GIP.

Compétences et qualités requises

- Expertise reconnue dans le domaine scientifique, compétences d'animation et de pilotage de la recherche et/ou dans le domaine des partenariats recherche-développement-innovation dans le secteur forestier.
- Bonne connaissance de la dynamique des écosystèmes forestiers, de leur gestion et de leurs usages dans le contexte des changements globaux.
- Bonne connaissance des politiques publiques concernant le secteur forestier et la filière forêt-bois.
- Connaissance des enjeux, acteurs et parties prenantes dans le domaine forêt-bois au niveau national, européen et international, y compris pour le contexte tropical.
- Capacité de croiser et synthétiser les points de vue et approches disciplinaires sous l'angle des sciences de la nature, biotechniques et socio-économiques.
- Expérience managériale avérée par des responsabilités d'équipe ou de projet d'envergure, si possible au niveau européen ou international.
- Capacité d'écoute et de dialogue, sens de l'intérêt général, capacité d'engagement personnel et d'entraînement, qualités relationnelles à exercer avec de multiples partenaires (médiation, facilitation).
- Expérience et goût pour l'activité internationale.

Pour candidater

A l'appui de la lettre de candidature, un CV (5 pages maximum, français) et une lettre de motivation (2 pages maximum) sont à adresser aux 3 destinataires suivants :

jean-marc.guehl@inra.fr (président de l'assemblée générale)
jean-luc.peyron@gip-ecofor.org (directeur du GIP)
secretariat@gip-ecofor.org

Les candidatures sont attendues **avant le 30 avril 2019 minuit, au plus tard**. Les candidats retenus pour une audition seront convoqués au plus tard le 12 juin 2019. La prise de fonction est prévue en lien avec la fin du mandat actuel du directeur (novembre 2019) mais pourrait intervenir avant cette échéance afin de permettre un tuilage avec son successeur.

Résidence administrative et lieu d'exercice : Paris au siège du GIP ECOFOR, 42 rue Scheffer, Paris 16ème.

Le poste est accessible à un(e) fonctionnaire titulaire par voie de mise à disposition, de détachement, ou à un(e) non fonctionnaire par voie contractuelle.

19 décembre 2018.